



Direction générale de la cohésion sociale
Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes

Veille de l'actualité – 31 août 2018

À la une

La **direction générale de l'administration et de la fonction publique** (DGAFP) vient de publier l'édition 2017 du [rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la Fonction publique](#).

Cette quatrième édition présente l'actualité de la politique d'égalité en 2017 et des retours d'expérience issus des trois versants de la fonction publique qui mettent en perspective ces politiques et pratiques innovantes. De nombreuses données statistiques sexuées portant sur les effectifs, les recrutements, les rémunérations, les conditions de travail et l'action sociale, notamment, offrent un panorama complet et comparé de la situation des agents publics. Est également présenté le rapport sur les nominations équilibrées aux emplois de direction et à la décision du Gouvernement pour l'année 2016. Outil de connaissance de la situation comparée des femmes et des hommes dans la fonction publique, ce rapport au Parlement a pour vocation d'éclairer l'ensemble des acteurs, au premier rang desquels les employeurs publics, les agents publics et leurs représentants.



Action gouvernementale

« *Université d'été du féminisme : Marlène SCHIAPPA ne veut pas « délivrer un brevet de féminisme » mais inviter « à la réflexion »* ». [La ministre a présenté sur France Info](#) la première édition de **l'Université d'été du féminisme** qui se tiendra les **jeudi 13** et **vendredi 14 septembre** au Studio 104 de la Maison de la Radio à Paris (voir flash d'actualité du 27 août). « *Il n'y a pas de prêt-à-penser* », assure la secrétaire d'État qui invite à s'inscrire en ligne et à venir débattre. Les deux journées seront retransmises en streaming sur le site du ministère.

[Retrouver le site de l'université du féminisme](#)



Une **instruction du 23 août 2018** relative à la réforme des établissements d'information, de consultation ou de conseil familial a été diffusée par la ministre des Solidarités et de la Santé et la secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes aux préfet-es de région. Le texte a pour objet de rappeler les enjeux de la récente réforme des établissements d'information, de consultation ou de conseil familial (EICCF) et d'apporter des précisions sur certains points du décret n°2018-169 du 7 mars 2018, notamment l'agrément que les EICCF doivent avoir recueilli auprès du ou de la préfète de département, et les conditions de leur financement par l'État par voie de convention. [Retrouver l'instruction sur Légifrance](#).

Publications

Le numéro 5 (août – octobre 2018) de **CASSE-RÔLES** est sorti. À la une, le journal publie une photo de manifestation à Buenos Aires sous le titre « *Amérique latine : la lutte continue !* ». Le magazine porte son attention sur « *la marche du monde, à l'image de ce qui se passe du Chili à la Côte d'Ivoire, mais aussi aux rapports entre les femmes et les hommes où viennent se mêler les notions de justice, de nouvelles sexualités (les poupées sexuelles NDR) et même de suffragistes ou de féministe chinoise* ». **CASSE-RÔLES** relate également la « *tempête sous les cornettes* » qui agite les religieuses au sein de l'Église catholique (veille du 20 mars 2018). [Retrouver le site de Casse-Rôles](#).



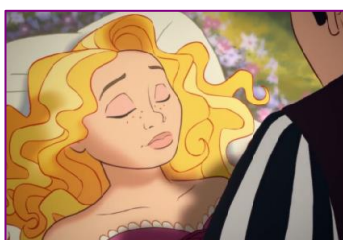
Sous le titre « *Une femme qui reste avec un homme qui la bat n'est pas masochiste* », les **Actualités sociales hebdomadaires (ASH)** du 30 août publient un entretien avec Julie BODELOT, auteure de « *J'aimais le diable* » (**Formbox**). Selon les **ASH**, « *Chaque année, en France, plus de 200 000 femmes sont victimes de violences conjugales. Julie Bodelot en a fait partie. Dans un livre intitulé "J'aimais le diable", elle raconte sa descente aux enfers jusqu'à frôler la mort, et comment elle s'en est sortie. Un témoignage qui confronte la réalité d'une victime à l'expérience de l'accompagnante qu'elle est devenue* ».

Causette fait sa rentrée en kiosques le mercredi 5 septembre ! Invitée du numéro, Marlène SCHIAPPA présente ses priorités pour la rentrée. « Elle vient d'achever sa première année en tant que secrétaire d'État à l'égalité femmes-hommes », rappelle **Causette**. Pour le mensuel, elle revient sur les polémiques de l'été autour de sa loi sur les violences sexuelles et sexistes, puis dévoile son plan de bataille pour les prochains mois. Également au menu de ce numéro : « *Parents parfaits : gare au burn-out* », « *Les prix littéraires sont-ils misogynes ?* », « *Soral vs Raptor : combats de coqs à Facholand* »...



Associations

« *Qui n'a jamais rêvé d'un prince charmant prêt à tout pour vous sauver ? Y compris de défier des dragons comme dans "La Belle au bois dormant" pour vous réveiller d'un simple baiser. Oui, mais était-elle d'accord ?* ». Le site de la radio **Swigg** (ancienne **Ado FM**) a repéré sur le site **Culture Pub** une campagne choc sur le consentement d'**Amnesty International Canada** : « [Sans consentement, il ne peut y avoir de contes de fée](#) ». « *Depuis toute petite, les filles sont bercées d'images de belles princesses endormies en attente du prince qui viendrait les embrasser. Si l'on a pu trouver ça drôle de voir les nains essayer ainsi de réveiller Blanche-Neige, personne ne se posait alors la question de son consentement* », explique le site. Alerte les princesses !



Dans un communiqué du 28 août titré « *Affaire Baby Loup : l'ONU contre les droits des petites filles à l'émancipation* », la **Ligue du droit international des femmes** estime qu'« *il serait temps que les Nations-Unies fassent leur examen de conscience et se rappellent que leur mission première n'est pas de soutenir au nom de la religion ce qui relève de l'obscurantisme, mais de promouvoir l'universalité du droit des individus au premier rang desquels les enfants* » (lire également page 3).

Dans un communiqué du 28 août titré « [#MeToo survivra à toutes les polémiques qui veulent nous faire taire !](#) », les **effronté-es** « déplorent que l'éventuelle agression sexuelle d'un homme par une femme ait été instrumentalisée par certains pour décrédibiliser la parole des femmes victimes de viols et d'agressions sexuelles ». « #MeToo a vu des milliers de femmes se saisir des réseaux sociaux pour témoigner de la réalité des violences sexuelles et sexistes qu'elles subissent au quotidien », rappelle l'association. « Une prise de pouvoir par la base qui acte enfin le caractère massif de ces violences, et qui ne peut être entaché par le cas individuel de l'une d'elles, du fait de son statut de personnalité médiatisée ».



Une fois n'est pas coutume, nous publions un petit « copinage » ! On vous emmène aux portes de Paris, à Vanves, dans un lieu gastronomique, œnologique et littéraire autour du thème de la Méditerranée découvert cet été. Erik et Julie (fidèle lectrice s'il en est) viennent en effet d'ouvrir [la Treille d'Hypatie](#), un bar à vin coloré, contemporain et chaleureux, avec un espace restauration, vente de livres, et une confortable mezzanine. L'ancien architecte et la militante féministe souhaitent faire découvrir des vins de pays traditionnellement viticoles depuis l'Antiquité, mais souvent méconnus en France. Quel rapport avec nos thématiques ? Le nom de cet espace original ! En effet, Hypatie d'Alexandrie (env. 370 – 415) était une femme de lettres et de sciences, philosophe, astronome et l'une des premières mathématiciennes connues... « *L'histoire ne dit pas si Hypatie philosophait sous une treille, mais on se plait à le croire...* », indique la présentation de ce lieu à découvrir.



Agenda

La [3^e Assemblée régionale des femmes d'Occitanie](#) aura lieu le vendredi 28 septembre, à l'initiative de la présidente de Région, Carole DELGA, et sous le haut-patronage du préfet de la Haute-Garonne, préfet de la Région Occitanie, à la Maison de la Région à Carcassonne (Aude). Les travaux prendront cette année une tournure résolument économique et internationale avec en particulier un débat dans le cadre de la « Quinzaine franco-allemande en Occitanie ». A noter que les travaux relatifs à la place des femmes dans les mandats économiques en Occitanie menés depuis plus d'un an seront restitués en présence de responsables institutionnels référents.



Revue de presse

VOILE – Licenciée parce qu'elle portait un foulard dans la crèche Baby-Loup où elle travaillait, Fatima AFIF a été victime de discrimination religieuse selon le **Comité des droits de l'Homme** de l'ONU qui critique la France pour sa gestion de l'affaire. On pensait celle-ci terminée (synthèses des 7 janvier et 31 octobre 2014), mais elle pourrait ainsi rebondir. (« *Crèche Baby Loup : l'ONU relance le débat autour du port du foulard* », **Le Monde** du 28 août ; « *Baby-Loup : l'ONU voit une discrimination* », **L'Humanité** du 27 août). Les **Décodeurs du Monde** ont lu [les constatations du Comité des droits de l'homme de l'ONU](#) et relève qu'il « a estimé que le licenciement de Mme Afif ne reposait pas sur « un critère raisonnable ». Il a par ailleurs indiqué que la France était « tenue » d'indemniser la plaignante « de manière adéquate » (...) ».

PAUVRETÉ – A Paris, 2 400 places sur 10 000 sont réservées aux femmes dans les centres d'hébergement. En France, selon l'INSEE, deux SDF sur cinq sont des femmes. Dans une pétition, le collectif « [Réchauffons nos SDF](#) » veut alerter sur la situation des femmes sans abri, fréquemment victimes de violences et de viols, y compris dans les centres d'hébergement, et réclame à Emmanuel MACRON des centres d'accueil pour les femmes SDF (**Le Parisien**, **France Info** le 29 août). La pétition a recueilli à ce jour plus de 190 000 signatures en huit mois.

LOI DU 3 AOÛT – Une semaine après la publication par le **Journal du dimanche** (JDD) d'un texte d'associations critiquant la loi Schiappa contre les violences sexistes et sexuelles, estimant notamment que la protection de l'enfance était « *en berne* » après son vote le 1^{er} août dernier (veille du 24 août), plusieurs dizaines de parlementaires « En Marche » signent, à l'initiative de leur collègue Alexandra LOUIS (photo), rapporteure à l'Assemblée, [un texte en soutien à la loi](#). Pour les signataires, dont la présidente de la Commission des Lois Yaël BRAUN-PIVET, il s'agit d'« *une loi de progrès* ».



#METOO – Le 25 août, **Libération** titrait sur le « *Malaise* » dans « *le mouvement né dans le sillage de l'affaire Weinstein* », suite aux accusations portées contre Asia ARGENTO (veille du 24 août) et la philosophe Avital RONELL. Le quotidien y consacre sa une, son éditorial (Laurent JOFFRIN voit dans l'affaire « *une petite mais utile leçon d'universalisme* »), et son dossier d'ouverture. Le 29 août, sous le titre « *Harcèlement : Avital Ronell et la question du langage* », le quotidien publie une analyse du philosophe Robert MAGGIORI sur « *le sens des mots* », primordial dans l'affaire concernant sa consœur, avant de conclure : « *Il est vrai que dans l'Amérique de Trump, une théoricienne de gauche, politiquement incorrecte, lesbienne, féministe, militante de la "révolution #MeToo", fait une parfaite "harceleuse" qu'on doit couvrir d'opprobre* ». Le dernier entretien de la série d'été « *Désir à mort ou mort du désir ?* » (veille du 24)



avec Sylvie STEINBERG, sur l'importance historique du mouvement de libération de la parole des femmes, a été publié dans l'édition du 30 août. L'historienne, souligne que #MeToo s'inscrit dans la suite des luttes féministes mais constitue un changement de paradigme inédit dans l'histoire, et rompt avec l'interdiction faite aux femmes depuis le Moyen Age d'exprimer leurs désirs. Signalons enfin la chronique de Natacha POLONY (photo) dans **Le Figaro** du 24 août « *Pour un féminisme à visage humain* ». Selon elle, « *le féminisme est une conquête de souveraineté individuelle, en aucun cas le tribalisme régressif dont certaines militantes pétries d'idéologie minoritariste anglo-saxonne nous offrent le triste spectacle* »...

FÉMINICIDE – « *Déjà 25 meurtres de femmes en Belgique cette année* », le gros titre barre la une de l'édition du **Soir** du 24 août. Alors que le bourgmestre de Plombières (province de Liège) a qualifié d'affaire « *familiale* », « *relevant de la sphère privée* », un double meurtre survenu dans un restaurant de sa commune. Le 22 août, après qu'un homme ait tué à coups de couteau son ex-femme et la mère de cette dernière, l'édile a tenté de rassurer ses habitants et précisé que le meurtre « *n'avait aucun caractère terroriste* ». Pour le quotidien de Bruxelles, qui titre son édito, « *Féminicides, ces attentats de la sphère privée* », « *ce double meurtre n'est pourtant pas un fait isolé. Au contraire, il s'inscrit dans des schémas classiques et récurrents dans le cadre de violences conjugales* ». Et le journal de souligner qu'« *en 2018, en Belgique, la violence machiste a plus tué que le terrorisme* ».



ACCUEIL – Le **Télégramme** du 27 août annonce que le collectif « *Rouvrons un lieu d'accueil pour les femmes victimes de violences à Lorient* » se mobilise à nouveau à la rentrée. « *Pour exiger la réouverture du lieu d'accueil Moments pour Elles de Lorient (fermé en novembre 2017), et lutter contre la fermeture des structures pour les femmes victimes de violences conjugales en France* », il organise une mobilisation du lundi 10 au mercredi 12 septembre.

HARCÈLEMENT – Le 30 août, Marie LAGUERRE, qui a été victime d'une agression sexiste (veille du 9 août) [a souligné sur France Info](#) que « *La haine n'est jamais la réponse* » et qu'« *il faut laisser la justice faire son travail* ». L'auteur présumé de l'agression devait être jugé le 30 août en comparution immédiate devant le tribunal correctionnel de Paris. Le procès est renvoyé au 4 octobre.

PROSTITUTION – Dans la nuit du 16 au 17 août, une prostituée trans de 36 ans a été tuée au bois de Boulogne. Ses amies dénoncent l'indifférence et l'inaction des autorités face aux agressions dont elle était victime depuis trois ans (**Libération** du 28 août). Pour **les Inrockuptibles**, le 24 août, « *chez les travailleuses du sexe, les assassinats de femmes trans se multiplient dans l'indifférence* ».

TENNIS – « *Enfin une bonne nouvelle pour les partisans de l'ancien monde catastrophés par la vague #MeToo et le renouveau féministe collatéral* », ironise **Libération** le 27 août suite aux propos de Bernard GIUDICELLI à **Tennis Magazine**. Le président de la Fédération française de tennis (FFT) a annoncé que Serena WILLIAMS ne pourra plus jouer à Roland-Garros avec la spectaculaire combinaison qu'elle arborait en mai. Le 28, dans **L'Équipe**, Guy FORGET, ancien joueur (homme) et directeur des Internationaux de France de Roland-Garros, s'exprime sur le sujet et souhaite que la championne porte une jupe sur sa combinaison ! « *Porter une jupe mais pour quoi faire ?* », s'interroge **Elle** dans la foulée. « *La jupe est-elle le chemin obligé vers la victoire ? Au-delà d'un quelconque débat sur la "beauté" présumée des robes ou des jupes des tennismen, quid des performances sportives ?* ». A lire sur **France Info** : « [De Suzanne Lenglen à Serena Williams : ça fait un siècle que les hommes décident de la tenue des joueuses de tennis](#) ».



Rectificatifs & précisions

« *Le projet de loi prend également différentes mesures afin de mettre fin à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes* » : le lapsus en première page de notre **Veille** du 24 août est terrible, et nous a été signalé par plusieurs lectrices (que cela a visiblement quand même bien fait rire !). Tout le monde aura rectifié : on essaye bel et bien de mettre fin aux inégalités salariales ! On nous signale aussi que Morgane MERTEUIL (veille du 9 août), après avoir été secrétaire générale puis porte-parole du syndicat du travail sexuel (STRASS), n'a plus de responsabilité au sein de l'association depuis 2016. On regrette aussi que nous ayons fait l'impasse sur certains sujets comme le hashtag sexiste #BalanceTaPouffe ou la polémique parisienne sur les « uritrottoirs » (contraction entre urinoir et trottoir), une pissotière qui permet aux hommes de se soulager de manière écologique, en alimentant un compost qui fait pousser des fleurs, plutôt que dans la rue : sexiste, forcément sexiste... Une lectrice au taquet nous signale enfin que la femme qui prête sa voix à l'adolescente dans **les Indestructibles** (veille du 19 juillet) est Sophia BUSH, « *actrice et influenceuse génialissime et bien sûr féministe* ». « *Je l'aime autant que Emma !* », nous précise notre fidèle lectrice, faisant allusion à Emma WATSON, ambassadrice de bonne volonté d'**ONU Femmes**. Allez : photos ! (Sophia BUSH à gauche et Emma WATSON à droite). Merci à toutes, et « spéciale dédicace » à la déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité de l'Orne pour quelques heures encore ;-)



Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) - [Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes](#)
Veille réalisée avec les outils de la Délégation à l'information et la communication des ministères sociaux (DICOM) - Photos © DR